

**PROVINCE DE QUÉBEC**  
**MUNICIPALITÉ DE SAINT-FRANÇOIS-DE-L'ÎLE-D'ORLÉANS**  
**M.R.C. DE L'ÎLE D'ORLÉANS**

**PROCÈS-VERBAL**

À la séance ordinaire du conseil municipal de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans, tenue le lundi 4 février 2013, à 20 h à la salle municipale, située dans le centre le Sillon, 337, chemin Royal, étaient présents les membres du conseil : Roger Simard, Lauréanne Dion, Claude Beauchemin, et Dominique Labbé sous la présidence de la mairesse Lina Labbé. Est présent également, le directeur général/secrétaire-trésorier Marco Langlois.

**ORDRE DU JOUR**

1. Lecture et adoption de l'ordre du jour;
2. Adoption du procès-verbal du 7 janvier 2013;
3. Suivi des procès-verbaux;
4. Correspondance;
5. Adoption des dépenses;
6. Demande d'aide financière;
  - a) École de l'Île d'Orléans (Défi Santé);
7. Résolution – Autorisation à la transmission de la liste des comptes à recevoir des immeubles pour défaut de paiement de taxes à la M.R.C. de l'Île d'Orléans;
8. Résolution – Nomination vérificateur externe;
9. Résolution - Nomination des membres du Comité consultatif d'urbanisme; (CCU)
10. Adoption du règlement numéro 012-111 pourvoyant à la vidange des fosses septiques et à l'entretien et l'installation des systèmes d'évacuation et de traitement des eaux usées;
11. Résolution – Dépôt projet : « Construction et d'aménagement d'une gloriette pour la pratique de la pétanque » PIQM volet MADA;
12. Résolution – Appui à la Municipalité de Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans, projet d'installation d'un ascenseur pour la bibliothèque Vents & Marées;
13. Résolution – Achat d'un ordinateur bureau municipal;
14. Résolution – Autorisation budgétaire : « Journée familiale 9 février 2013 »;
15. Résolution – Formation ADMQ, 24 avril 2013;
16. Résolution – Formation FQM, 25 septembre 2013;
17. Varia
  - a) M.R.C.;
  - b) Rapports des comités externes;
  - c) Communication aux citoyens;
18. Période de questions;
19. Levée de la séance.

## **Ouverture de la séance**

La mairesse constate le quorum et souhaite la bienvenue aux membres du conseil ainsi qu'aux citoyens présents à la séance.

**013-006**

### **Item 1 Lecture et adoption de l'ordre du jour**

L'adoption de l'ordre du jour est proposée par Claude Beauchemin appuyée par Dominique Labbé.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

**013-007**

### **Item 2 Adoption du procès-verbal du 7 janvier 2013**

L'adoption du procès-verbal du 7 janvier 2013 est proposée par Lauréanne Dion appuyée par Claude Beauchemin.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents

### **Item 3 Suivi du procès-verbal**

### **Item 4 Correspondance**

**013-008**

### **Item 5 Adoption des dépenses**

Les membres du Conseil municipal ont pris connaissance de la liste des comptes soumise par le directeur général/secrétaire-trésorier. Cette liste indique la somme de : 94 439,56 \$ en comptes payés et la somme de : 44 216,71 \$ en comptes à payer le tout pour un total de : 138 656,27 \$.

Il est proposé par Claude Beauchemin appuyé par Lauréanne Dion, que les dépenses figurant à cette liste soient adoptées et que le paiement des comptes soit autorisé.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

Je, soussigné, certifie par les présentes qu'il y a des crédits suffisants pour les dépenses décrites précédemment.

Marco Langlois, g.m.a.

Directeur général/secrétaire-trésorier

Item 6 **Demande d'aide financière**

**013-009**

**a) École de l'Île d'Orléans (Défi Santé)**

Il est proposé par Dominique Labbé appuyé par Lauréanne Dion et il est résolu que la somme de 50 \$ soit accordée à l'École de l'Île d'Orléans pour la réalisation de l'activité Défi Santé le 6 juin 2013.

Monsieur Roger Simard demande le vote,

Madame Lina Labbé appelle le vote

En faveur 3

Opposé 1

Résolu à la majorité des conseillers (ères) présents (tes)

**013-010**

Item 7 **Résolution – Autorisation à la transmission de la liste des comptes à recevoir des immeubles pour défaut de paiement de taxes à la M.R.C. de l'Île d'Orléans**

**Attendu que** comme il est stipulé à l'article 1022 du Code municipal du Québec, un état des comptes des taxes en souffrance a été préparé et soumis au conseil municipal par le secrétaire-trésorier; (L.R.Q., c. C-27.1)

**Attendu que** comme il est stipulé à l'article 1023 du Code municipal du Québec, le secrétaire-trésorier est tenu, s'il en reçoit l'ordre, de transmettre un extrait de cet état approuvé par le Conseil au bureau de la municipalité régionale de comté; (L.R.Q., c. C-27.1)

**Attendu que** par règlement, la MRC de l'Île d'Orléans a reporté au mois de juin la date légale pour le processus de la vente et de l'adjudication des immeubles pour défaut de paiement de taxes;

**En conséquence;**

Il est proposé par Lauréanne Dion appuyé par Roger Simard

Et

**Il est résolu**

**Que** l'extrait de l'état des comptes de taxes en souffrance, tel qu'approuvé par le conseil, soit transmis pour vente pour défaut de paiement de taxes au bureau de la M.R.C. de l'Île d'Orléans.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

**013-011**

**Item 8 Résolution – Nomination vérificateur externe**

**Attendu que** l'article 966 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) établit le devoir du Conseil municipal de nommer un vérificateur externe pour au plus trois exercices financiers;

**En conséquence;**

Il est proposé par Roger Simard, appuyé par Dominique Labbé

Et

**Il est résolu**

**Que** le groupe Mallette SENCRL, Comptables agréés, soit désigné à titre de vérificateur externe de la Municipalité pour l'exercice financier 2013.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

**013-012**

**Item 9 Résolution - Nomination des membres du Comité consultatif d'urbanisme; (CCU)**

**Attendu que** le règlement numéro 07-063 sur le Comité consultatif d'urbanisme prévoit, aux articles 6, 7 et 12 le processus de nomination des membres du Comité;

**En conséquence;**

Il est proposé par Lauréanne Dion, appuyée par Dominique Labbé

Et

**Il est résolu**

**Que** madame Line Labbé, résidente de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans soit nommée au siège numéro 1 du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 24 mois;

**Que** monsieur Robert Aubé, contribuable de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans soit nommée au siège numéro 3 du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 24 mois.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

Item 10 **Adoption du règlement numéro 012-111 pourvoyant à la vidange des fosses septiques et à l'entretien et l'installation des systèmes d'évacuation et de traitement des eaux usées**

**Attendu que** l'article 3.2 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (Q-2, r.22) prévoit que le propriétaire ou l'utilisateur d'un système de traitement d'eaux usées est tenu de veiller à son entretien;

**Attendu que** l'article 88 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* prévoit qu'il est du devoir de toute municipalité d'exécuter et de faire exécuter ce règlement;

**Attendu que** l'article 25.1 de la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1) prévoit que toute municipalité locale peut, aux frais du propriétaire de l'immeuble, installer et entretenir tout système de traitement des eaux usées ou le rendre conforme au *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*;

**Attendu que** l'article 96 de la *Loi sur les compétences municipales* prévoit que toute somme due à la municipalité à la suite de son intervention en vertu de cette loi est assimilée à une taxe foncière si la créance est reliée à un immeuble et si le débiteur est le propriétaire de cet immeuble;

**Attendu que** le Conseil de la Municipalité considère qu'il est dans l'intérêt de l'ensemble de la population que la Municipalité pourvoie à la vidange des fosses septiques situées sur son territoire et visées aux articles 9.1, 10, 11 et 11.1 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (Q-2, r.22) et qu'elle s'assure de la conformité des installations situées sur son territoire;

**Attendu qu'un** avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 2012;

**En conséquence**

Il est proposé par Claude Beauchemin, appuyée par Roger Simard;

Et

**Il est résolu :**

**Que** le règlement portant le numéro 012-111 intitulé : « *Règlement pourvoyant à la vidange des fosses septiques et à l'entretien et l'installation des systèmes d'évacuation et de traitement des eaux usées* » soit et est adopté par le conseil et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit.

**CHAPITRE I Dispositions interprétatives et administratives**

**Article 1 Préambule**

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du règlement.

## Article 2 Définitions

Aux fins de présent règlement, les mots suivants signifient :

<b>Boue de fosse :</b>	résidus liquides et/ou solides qui sont retenus à l'intérieur des fosses septiques des résidences isolées;
<b>Conseil :</b>	Le Conseil Municipal de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans
<b>Eaux ménagères :</b>	les eaux de cuisine, salle de bain, de buanderie et celle d'appareils autres qu'un cabinet d'aisance;
<b>Eaux usées :</b>	les eaux provenant d'un cabinet d'aisance combinées aux eaux ménagères;
<b>Fosse septique :</b>	Une fosse septique de béton armé construite sur place ainsi que toute fosse septique préfabriquée conforme à la norme NQ 3680-905;  Est assimilée à une fosse septique aux fins du présent règlement, tout système de traitement primaire constitué d'un réservoir destiné à recevoir les eaux usées ou les eaux ménagères.
<b>Inspecteur :</b>	l'inspecteur en environnement de la Municipalité;
<b>Municipalité :</b>	La Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans
<b>Occupant :</b>	Toute personne qui jouit de l'usage d'une résidence isolée soit à titre de propriétaire, d'usufruitier, de possesseur, de locataire ou autrement;
<b>Représentant de la Municipalité :</b>	L'inspecteur, tout autre employé de la Municipalité ou l'entreprise dont les services sont requis par la Municipalité, chargés de procéder au mesurage de l'écume et des boues ainsi qu'à la vidange des fosses septiques;
<b>Résidence isolée :</b>	une habitation unifamiliale ou multifamiliale comprenant 6 chambres à coucher ou moins et qui n'est pas raccordée à un système d'égout autorisé en vertu de l'article 32 de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> (L.R.Q., c. Q-2);  Est assimilé à une résidence isolée tout autre bâtiment qui rejette exclusivement des eaux usées et dont le débit total quotidien est d'au plus 3 240 litres;
<b>Système d'évacuation et de traitement des eaux usées :</b>	installation d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées, ou des eaux ménagères d'une résidence isolée;

### **Article 3 Début de l'application**

À compter du 1<sup>er</sup> mai suivant l'entrée en vigueur du présent règlement, la Municipalité fera inspecter, au besoin, les fosses septiques desservant les résidences isolées situées sur son territoire.

### **Article 4 Responsabilité de l'application du règlement**

L'inspecteur ou toute personne dûment désignée par résolution du Conseil sont chargés de l'application du présent règlement. Ils sont, par conséquent, autorisés par le Conseil à délivrer tous constats d'infraction aux dispositions du présent règlement.

### **Article 5 Résultat d'inspection**

Si lors d'une inspection, il est constaté que l'épaisseur de la couche d'écume à l'intérieur d'une fosse septique est égale ou supérieure à 12 centimètres ou que l'épaisseur de la couche de boues est égale ou supérieure à 30 centimètres, la Municipalité fait vidanger la fosse septique aux frais du propriétaire de l'immeuble.

## **CHAPITRE II Vidange**

### **Article 6 Service**

La Municipalité assume la responsabilité de la vidange des fosses septiques dont la capacité est égale ou inférieure à 4.8 m<sup>3</sup> (3 240 litres), et ce, suivant la fréquence établie par le présent règlement.

La vidange des fosses septiques dont la capacité est supérieure à 4.8 mètres cubes (3 240 litres) incombe à son propriétaire. Telle vidange devra être faite conformément aux normes applicables à ce type de fosse et selon les règles de l'art.

En application du paragraphe précédent, le propriétaire d'un bâtiment desservi par une fosse septique dont la capacité est supérieure à 4.8 mètres cubes (3 240 litres) doit transmettre à la Municipalité la preuve que la vidange de la fosse septique a été effectuée conformément aux normes applicables à celle-ci. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, le propriétaire doit transmettre toute facture, bon de vidange, attestation émanant de l'autorité compétente ou autre document indiquant que la vidange de la fosse septique a été effectuée. Ces documents doivent être transmis à la Municipalité au plus tard le 31 janvier de l'année civile qui suit celle où la vidange a été effectuée.

L'obligation prévue au paragraphe précédent débute le 31 janvier 2014, et ce, même si, dans le respect des normes qui lui sont applicables, la fosse septique n'a pas été vidangée dans le courant de l'année 2013. Cette obligation s'applique ensuite chaque 31 janvier d'une année civile qui suit celle où la vidange de la fosse septique a été effectuée selon la fréquence prévue aux règles et normes applicables à cette fosse septique.

Sont exclues du service visé par le présent règlement les fosses septiques localisées sur les propriétés appartenant à des organismes gouvernementaux, et sur celles des édifices reconnus par la Commission municipale du Québec en vertu de l'article 204 (10) LFM.

### **Article 7 Autorisation de vidange**

Seules les personnes ou entreprises mandatées par résolution du Conseil municipal peuvent procéder à la vidange d'une fosse septique située sur le territoire de la Municipalité.

Le fait pour le propriétaire de vidanger lui-même ou de faire procéder lui-même à la vidange de sa fosse septique ne le dispense pas d'utiliser le service offert par la Municipalité dans le cadre du présent règlement et de payer la ou les compensations prévues au présent règlement.

## **Article 8 Examen préalable à la vidange**

### **8.1 Matières dangereuses**

Si avant de procéder à la vidange, il est constaté que les boues de fosse contiennent des matières autres que des eaux usées, telles que des matières combustibles, pétrolières, chimiques, toxiques ou autres matières dangereuses, la vidange ne sera pas effectuée et un rapport sur l'état de la situation devra être transmis à la Municipalité par le représentant de la Municipalité.

Dans ce cas, le propriétaire aura l'obligation de faire décontaminer les eaux usées et d'en disposer conformément à la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2). Tous les coûts liés à ces opérations seront à la charge du propriétaire.

À défaut par le propriétaire de se conformer au paragraphe précédent, le Conseil pourra mandater les professionnels et entrepreneurs compétents pour effectuer les travaux requis, le tout aux frais du propriétaire.

Les frais ainsi engagés par la Municipalité sont assimilables à une taxe foncière.

### **8.2 Anomalies**

S'il est constaté quelques anomalies dans le fonctionnement, la fabrication, l'utilisation, le raccordement, etc. par un examen visuel de la fosse septique par le représentant de la Municipalité, celui-ci ne procédera pas à la vidange de la fosse septique.

Le représentant de la Municipalité dressera alors un rapport, dont une copie sera transmise au propriétaire. Le représentant de la Municipalité pourra transmettre une mise en demeure au propriétaire l'enjoignant de se conformer à la réglementation applicable.

À défaut par le propriétaire de se conformer à son obligation, le Conseil pourra mandater les professionnels et entrepreneurs compétents pour effectuer les travaux requis, le tout aux frais du propriétaire.

Les frais ainsi engagés par la Municipalité sont assimilables à une taxe foncière.

## **Article 9 Fréquence du service**

Toute fosse septique desservant une résidence isolée principale (permanente) doit être vidangée au moins une (1) fois tous les deux (2) ans, selon la fréquence établie au présent article.



Toute fosse septique desservant une résidence isolée secondaire (saisonnière) doit être vidangée au moins une (1) fois tous les quatre (4) ans, selon la fréquence établie au présent article.

Le propriétaire d'une résidence isolée autre qu'une habitation comprenant 6 chambres à coucher ou moins desservi par une installation septique nécessitant une ou des vidanges additionnelles à celle prescrite au paragraphe précédent, notamment pour éviter le débordement des eaux de cabinet d'aisance qui y sont déposées, devra en faire la demande auprès de la Municipalité. Dans ce cas, les frais reliés à cette vidange additionnelle seront à la charge du propriétaire et seront assimilables à une taxe foncière.

En ce qui a trait à la première vidange à être effectuée à la suite de l'entrée en vigueur du présent règlement :

- toutes les fosses septiques desservies par le service, situées dans la partie Nord de la Municipalité et dont la liste est annexée au présent règlement sous la cote « Annexe A » devront être vidangées au moins une (1) fois pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2013.
- toutes les fosses desservies par le service, situées dans la partie Sud de la Municipalité et dont la liste est annexée au présent règlement sous la cote « Annexe B » devront être vidangées au moins une (1) fois pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2014.

Par la suite, les vidanges seront effectuées suivant la fréquence établie aux premier et second alinéas du présent article. La liste des propriétés des annexes A et B sera vérifiée et mise à jour lors de l'adoption du budget municipal ou le plus rapidement possible à la suite de son adoption.

#### **Article 10 Travail de préparation et accès pour la vidange**

L'inspecteur, le représentant de la Municipalité ou toute personne dûment désignée par résolution du Conseil chargés de la vidange d'une fosse septique en application du présent règlement, sont autorisés à se présenter sur un immeuble entre 7 h et 19 h du lundi au samedi inclusivement, du 1<sup>er</sup> mai au 30 novembre de chaque année, afin de mesurer l'écume et les boues de toute fosse septique et de procéder à sa vidange conformément aux dispositions du présent règlement.

L'occupant d'une résidence isolée doit avant la période déterminée par la Municipalité pour la vidange de sa fosse septique, prendre les mesures nécessaires afin de permettre la vidange de sa fosse septique.

L'occupant doit localiser l'ouverture de la fosse septique. La localisation devra être effectuée au plus tard la veille du jour où la vidange doit être effectuée.

Tout capuchon ou couvercle fermant l'ouverture de la fosse septique doit être dégagé de toute obstruction et doit pouvoir être enlevé sans difficulté.

L'occupant doit nettoyer le terrain donnant accès à la fosse septique de telle sorte que le véhicule servant à la vidange puisse être stationné à pas plus de 100 pieds de l'ouverture de la fosse septique.

Si la fosse septique de l'occupant est dotée de quelques équipements ou aménagements particuliers qui peuvent avoir un impact sur les travaux de vidange; tel, de manière non limitative une trappe à graisse, il incombe au propriétaire ou à l'occupant d'en informer la Municipalité préalablement à la réalisation de la vidange de la fosse septique.

S'il n'est pas possible de procéder à la vidange de la fosse septique parce que l'occupant a omis de préparer le terrain pour permettre de procéder à la vidange de la fosse septique; tel que ci-haut mentionné, les coûts occasionnés pour la visite additionnelle seront acquittés par le propriétaire directement aux frais de la Municipalité. Les frais engagés par la Municipalité sont assimilables à une taxe foncière.

#### **Article 11 Tarification**

Afin de pourvoir au service de vidange des fosses septiques, une compensation est imposée et exigée de chaque propriétaire, chaque année. Le montant de cette compensation est établi annuellement par règlement du Conseil et est inclus dans le compte des taxes municipales annuel.

Cette compensation est imposée au propriétaire de l'immeuble et est par conséquent assimilée à une taxe foncière.

Une compensation sera également imposée et exigée de chaque propriétaire de la même manière que celle prévue au premier paragraphe, et ce, pour tout travail ou toute demande qui s'écarte du service de base visée par le présent règlement; incluant de manière non limitative toute vidange supplémentaire, les frais reliés à une visite supplémentaire si la vidange n'a pu être effectuée lors de la première visite, toute vidange excédentaire ou plus importante que celle normalement effectuée... etc. Dans ces cas, la compensation imposée correspondra au coût réel assumé par la Municipalité.

#### **Article 12 Nuisance**

Si lors d'une inspection, il est constaté qu'un système d'évacuation et de traitement des eaux usées est déficient, le représentant de la Municipalité pourra transmettre une mise en demeure au propriétaire l'enjoignant de se conformer à la réglementation applicable.

#### **Article 13 Remise aux normes d'un système**

À défaut par le propriétaire de se conformer à la réglementation applicable en matière de système d'évacuation et de traitement des eaux usées, le Conseil peut mandater les professionnels et entrepreneurs compétents pour effectuer les travaux requis afin de rénover, modifier ou reconstruire le système d'évacuation et de traitement des eaux usées déficient conformément à la réglementation applicable, le tout aux frais du propriétaire.

Les frais ainsi engagés par la Municipalité sont assimilables à une taxe foncière.

### **CHAPITRE III Pouvoir de l'inspecteur**

#### **Article 14 Période de visite**

L'inspecteur, le représentant de la Municipalité ou toute personne dûment désignée par résolution du Conseil sont autorisés à visiter et examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété immobilière où est située une résidence isolée pour constater le respect du présent règlement et plus particulièrement le bon fonctionnement de tout système d'évacuation et de traitement des eaux usées et pour effectuer le mesurage de l'écume et des boues des fosses septiques.

#### **Article 15 Obligation de collaborer**

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'une résidence isolée située sur le territoire de la Municipalité, doit recevoir l'inspecteur, le représentant de la Municipalité ou toute personne dûment désignée par résolution du Conseil et doit collaborer à l'inspection et répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

#### **Article 16 Préavis**

Préalablement à l'inspection, le mesurage, la vidange ou les travaux, le cas échéant de la fosse septique, l'inspecteur, le représentant de la Municipalité ou à toute personne désignée par résolution du Conseil doit transmettre un préavis écrit à l'adresse civique de la résidence isolée ou à l'adresse de correspondance dans le cas des résidences secondaires. Ce préavis peut être posté, déposé dans la boîte à lettres, accroché près de celle-ci, sur la poignée de porte, être collé sur la porte ou dans son cadre ou apposé à tout autre endroit facilement visible pour une personne franchissant cette porte. Sera également considéré comme transmis un avis expédié par courriel au propriétaire pour lequel un accusé de lecture aura été demandé.

Le préavis doit être donné au moins quarante-huit (48) heures avant la visite et la vidange, le cas échéant.

Le défaut de faire parvenir le préavis n'a aucun impact sur l'obligation de payer le tarif prévu à l'article 11, dans le cas où l'inspection ou la vidange a été effectuée.

### **CHAPITRE IV Infractions et peines**

#### **Article 17 Poursuite pénale**

Le Conseil autorise de façon générale l'inspecteur, le directeur général ainsi que toute personne désignée par résolution à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin; ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

#### **Article 18 Infractions et amendes**

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement ou empêche ou nuit au travail de l'inspecteur, du représentant de la Municipalité ou de toute personne dûment désignée par résolution du Conseil chargé d'appliquer le présent règlement d'effectuer le mesurage et la vidange d'une fosse septique d'une résidence isolée en application du présent règlement, commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 300 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 500 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimale de 500 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne morale. L'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne morale; pour une récidive, l'amende maximale est de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction;

#### **Article 19      Autre recours**

L'article précédent n'empêche pas la Municipalité d'intenter tout autre recours contre le contrevenant;

### **CHAPITRE V      Dispositions et entrée en vigueur**

#### **Article 20      Dispositions finales et transitoires**

Le présent règlement abroge et remplace tout règlement ou toutes dispositions incompatibles.

#### **Article 21      Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents

*013-014*

Item 11    **Résolution – Dépôt projet : « Construction et d'aménagement d'une gloriette pour la pratique de la pétanque » PIQM volet MADA**

**Attendu que** la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans a obtenu son statut de Municipalité Amie des Aînés (MADA);

**Attendu que** sur recommandation du comité MADA de la Municipalité un projet de construction et d'aménagement d'une gloriette a été retenu;

**Attendu que** le programme d'infrastructures Québec-municipalité volet MADA permet de déposer une demande d'aide financière pour la réalisation de projet;

**En conséquence;**

Il est proposé par Lauréanne Dion appuyé par Claude Beauchemin

Et

**Il est résolu**

**Que** la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans dépose un projet de construction et d'aménagement d'une gloriette destiné à servir principalement aux activités de pétanque des aînés de la Municipalité;

**Que** les coûts estimés de réalisation de ce projet sont de 11 000 \$ plus taxes;

**Que** la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans s'engage à payer sa part des coûts admissibles et d'exploitation continue de ce projet tel que requis par le programme PIQM-MADA.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

**013-015** Item 12 **Résolution – Appui à la Municipalité de Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans, projet d'installation d'un ascenseur pour la bibliothèque Vents & Marées**

**Attendu que** le conseil municipal de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans a reçu une demande d'appui de la municipalité de Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans pour son projet d'installation d'un ascenseur pour permettre l'accès aux nouveaux locaux de la bibliothèque Vents & Marées au premier étage de son centre municipal;

**Attendu que** de par une entente de service, la bibliothèque Vents & Marées est accessible aux citoyens de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans;

**Attendu que** le programme Infrastructures Québec Municipalités, volet Municipalité Amie des Aînés demande un appui des utilisateurs des infrastructures visées par le projet présenté;

**En conséquence**

Il est proposé par Roger Simard appuyé par Claude Beauchemin et il est résolu que la municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans appuie le projet d'installation d'un ascenseur par la municipalité de Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans dans son centre communautaire pour assurer un accès sécuritaire aux locaux de la bibliothèque Vents & Marées.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

**013-016** Item 13 **Résolution – Achat d'un ordinateur bureau municipal**

Il est proposé par Lauréanne Dion appuyé par Claude Beauchemin et il est résolu

**Que** soit autorisé l'achat d'équipements informatique et plus particulièrement un nouveau poste de travail de type serveur de l'entreprise Micro-Pc Amy pour la somme de 2 335,15 \$ taxes incluses;

**Que** cette acquisition soit financée à même le fonds général de l'exercice 2013 soit à partir d'un surplus d'exercice ou par réaffectation budgétaire.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

**013-017** Item 14 **Résolution – Autorisation budgétaire : « Journée familiale 9 février 2013 »**

Il est proposé par Claude Beauchemin appuyé par Lauréanne Dion et il est résolu

**Que** la tenue de la Fête familiale 2013, prévue le samedi 9 février 2013, soit autorisée pour la somme budgétaire de 1 300 \$;

**Que** cette activité soit financée à même les sommes prévues au budget de l'exercice 2013 au poste journée familiale.

Monsieur Roger Simard demande le vote,  
Madame Lina Labbé appelle le vote

En faveur 3  
Opposé 1

Résolu à la majorité des conseillers (ères) présents (tes)

**013-018** Item 15 **Résolution – Formation ADMQ, 24 avril 2013**

Il est proposé par Lauréanne Dion appuyé par Roger Simard et il est résolu que le directeur général/secrétaire-trésorier soit autorisé à s'inscrire à la formation intitulée « L'accès aux documents des organismes publics, cours pratique » offert par l'ADMQ à Québec le 24 avril 2013, au coût de 270 \$ plus taxes.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

**013-019** Item 16 **Résolution – Formation FQM, 25 septembre 2013**

Il est proposé par Lauréanne Dion appuyé par Roger Simard et il est résolu que la mairesse soit autorisée à s'inscrire à la formation intitulée « Agir, en tant qu' élu, pour assurer le développement de sa communauté » offert par la FQM à Québec le 25 septembre 2013, au coût de 255 \$ plus taxes.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

Item 17 **Varia**

- a) M.R.C.;
- b) Rapports des comités externes;
- c) Communication aux citoyens;

Item 18 **Période de questions**

Selon les règles de régie interne du Conseil municipal, la période de questions débute à 21 h 40 et se termine à 21 h 55 pour une durée de 15 minutes.

**013-020**

Item 19 **Levée de la séance**

La levée de la séance est proposée par Lauréanne Dion appuyée par Claude Beauchemin, il est 21 h 55.

Résolu à l'unanimité des conseillers (ères) présents (tes)

\* En signant le présent procès-verbal, la mairesse reconnaît avoir signé toutes et chacune des résolutions y figurant.